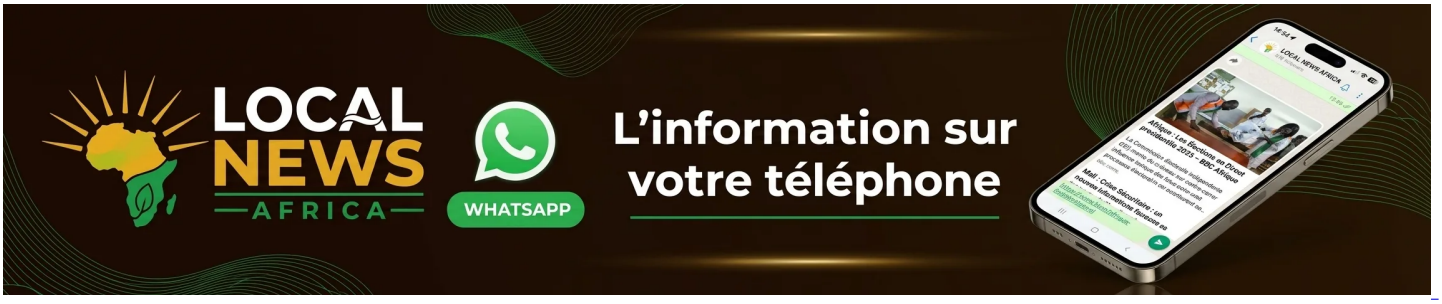


SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

la CEDEAO veut sécuriser le financement de sa réserve régionale

Auteur : **DOSSOU Ornel** | Publié le : **22 oct. 2026 à 16:31**



> *Réunie à Dakar du 20 au 23 octobre 2026, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) travaille à renforcer le financement, la gouvernance et la capacité d'intervention de sa Réserve régionale de sécurité alimentaire. L'objectif est de mieux anticiper les crises et de répondre plus rapidement aux besoins des populations vulnérables.*

La sécurité alimentaire reste un défi majeur en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Pour améliorer la réponse régionale aux crises, la CEDEAO engage une nouvelle étape dans la révision de sa stratégie de stockage alimentaire. Les discussions portent notamment sur la disponibilité des ressources financières, la gestion des stocks et la coordination entre les différents mécanismes de prévention et d'assistance.

À Dakar, les 20 et 21 octobre, la troisième réunion du comité de pilotage de cette révision a permis d'examiner l'état d'avancement des travaux engagés en 2025 et les propositions relatives au financement des interventions de la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA). Une quatrième réunion, consacrée à la gestion de la réserve, est prévue les 22 et 23 octobre.

Un financement plus prévisible pour intervenir rapidement

L'un des principaux enjeux est de garantir la disponibilité des ressources au moment où les besoins apparaissent. La CEDEAO souhaite disposer d'un mécanisme de financement plus prévisible, couvrant aussi bien la constitution des stocks que les opérations d'urgence et leur renouvellement après utilisation.

Pour Dehpué Yenpea Zuo, commissaire de la CEDEAO aux Affaires économiques et à l'Agriculture, l'amélioration du dispositif doit permettre de rendre les interventions plus efficaces et mieux adaptées aux besoins des États et des populations confrontés aux crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales.

La question financière est déterminante : une réserve ne peut remplir pleinement sa mission si les ressources nécessaires à l'achat des denrées, à leur renouvellement et à leur acheminement ne sont pas mobilisables à temps.

La réflexion engagée doit également contribuer à clarifier les responsabilités institutionnelles, les critères de déclenchement des interventions et les procédures de décision. L'enjeu est de mieux articuler la solidarité régionale avec les dispositifs nationaux de réponse aux crises.

Trois niveaux de stockage complémentaires

Adoptée en 2012, la Stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire repose sur trois niveaux complémentaires : les stocks de proximité détenus notamment par les organisations de producteurs, les réserves nationales des États et la réserve régionale.

Créée en 2013 et devenue opérationnelle en 2016, la RRSA constitue un instrument de solidarité destiné à renforcer les capacités des pays face aux situations de crise. Elle ne remplace pas les dispositifs nationaux, mais intervient en complément de ceux-ci.

La révision en cours vise à améliorer la coordination entre ces différents niveaux, à adapter les règles de fonctionnement aux réalités actuelles et à renforcer la cohérence avec la politique agricole régionale de la CEDEAO, connue sous le nom d'ECOWAP, à l'horizon 2035.

Le processus est conduit avec la participation de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Les organisations de producteurs, les représentants des éleveurs et les partenaires techniques et financiers sont également associés aux discussions.

Des besoins alimentaires qui mettent les mécanismes à l'épreuve

L'ampleur des besoins régionaux souligne l'importance de ces travaux. Selon les données du Cadre harmonisé de décembre 2025 citées par la CEDEAO, environ 41,8 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Une projection estimait ce nombre à 52,8 millions durant la période de soudure de juin à août 2026.

Ces chiffres, qui correspondent à une période antérieure, illustrent l'ampleur des difficultés auxquelles les mécanismes régionaux doivent répondre. Ils ne constituent pas un bilan actualisé de la situation en octobre 2026.

Au-delà de l'assistance immédiate, les échanges de Dakar mettent également en avant le rôle des achats locaux et régionaux. En favorisant l'approvisionnement auprès des producteurs et des éleveurs, la réserve peut contribuer à soutenir les débouchés agricoles, à limiter les pertes après récolte et à renforcer la résilience des systèmes alimentaires.

Les conclusions des réunions doivent aider à préciser les prochaines étapes de la révision et les modalités de financement de la réserve. Leur portée dépendra toutefois de la traduction des orientations retenues en procédures opérationnelles, en ressources disponibles et en interventions effectivement réalisées sur le terrain.

Pour la CEDEAO, le défi est désormais de faire de la réserve régionale un instrument plus prévisible et plus efficace, capable de conjuguer assistance d'urgence, coordination régionale et soutien durable aux systèmes de production alimentaire.

PUBLICITÉ
